L'Union européenne est-elle notre maison commune ?

Le 18-04-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Discours de Jacques Nikonoff à Athènes le 26 juin 2015 au forum international anti-Union européenne

Chers amis et camarades,

Merci aux camarades pour avoir organisé ce magnifique Forum !

A la question « L'Union européenne est-elle notre maison commune ? », je réponds non, l'Union européenne n'est pas notre maison commune, elle est le système de domination et d'aliénation des peuples le plus sophistiqué au monde.

Il faut en claquer la porte !

A la question « Quelles leçons de l'expérience grecque sur la crise, la zone euro et l'Union européenne », je réponds que cette expérience démontre avec une évidence absolue que la Grèce, comme la plupart des autres pays de la zone euro, doit annoncer le défaut sur sa dette publique et sortir à la fois de l'euro et de l'Union européenne, unilatéralement et le plus vite possible.

C'est ce qu'il faut faire sans attendre si la Grèce veut redévelopper son économie, réduire puis faire disparaître le chômage, remettre en place un système de protection sociale et ses services publics, faire souffler un vent d'optimisme et même d'enthousiasme dans la société.

D'abord, nous avons voulu clairement marquer que nous étions un parti politique, et non une structure molle, invertébrée, comme il en existe tant et qui tournent en rond, indéfiniment, en refusant, précisément, le combat politique.

La deuxième raison tient au fait que nous nous plaçons résolument du côté du peuple, des classes dominées, pour leur émancipation, au moment où le climat idéologique, en France, impose de ne plus parler du peuple, surtout à gauche, car on est alors immédiatement accusé de « populisme »,

c’est-à-dire de démagogie et, à la limite, de proximité avec le Front national.

La plupart des partis politiques français, en réalité, ne sont pas de vrais partis politiques, et ceci en particulier depuis 2008.

Un vrai parti politique est une organisation qui a un projet de société, ou un programme, s’appliquant à l’échelle de la nation où les électeurs lui ont donné une majorité, seul ou en alliance avec d’autres partis.

C’est à l’échelle nationale, et seulement à cette échelle, qu’un parti politique peut présenter un programme et l’appliquer, en s’appuyant sur les moyens de l’État.

Un projet de société est donc avant tout un projet national.

Bien entendu, chaque pays est relié aux autres pays par de multiples liens, et un projet national doit aussi traiter des relations internationales, c’est-à-dire des relations entre les nations.

Pourquoi affirmer que la plupart des partis politiques français ne sont pas de vrais partis politiques, et particulièrement depuis 2008 ?

Chers amis et camarades, vous savez qu’en France, en mai 2005, s’est tenu un référendum qui a rejeté la Constitution européenne par 55% des voix.

Or, en 2008, les députés de droite, du Parti socialiste et la plupart des écologistes, ont ratifié le traité de Lisbonne qui n’est qu’un résumé de l’ancien projet de Constitution européenne.

Ils ont ainsi commis un coup d’État parlementaire en bafouant le résultat du référendum.

Ils sont donc illégitimes.

Ils sont même doublement illégitimes, car l’essence du traité de Lisbonne est de supprimer la souveraineté des pays membres de l’Union européenne, et singulièrement celle des pays de la zone euro :

- Suppression de la souveraineté monétaire par la mise en place d’une politique sado-monétariste avec l’euro.
- Limitation très avancée de la souveraineté budgétaire.
- Même chose pour la politique étrangère et de défense.
- Suppression de toute souveraineté en matière de commerce international puisque des mesures protectionnistes sont interdites et que les négociations commerciales internationales sont conduites par un Commissaire européen et non par les nations.
- Suppression de toute souveraineté sur la finance puisqu’il est interdit de restreindre la mobilité des capitaux.
- Etc.

Est-ce cela, une « maison commune » ? En réalité, l’Union européenne est une

prison des peuples.

Les partis politiques qui acceptent l'euro et l'Union européenne ne peuvent donc pas proposer de vrais projets de société, de vrais programmes à l'échelle nationale, parce qu'il n'existe plus de souveraineté nationale.

En acceptant l'euro et l'Union européenne, ils acceptent que le souverain ne soit plus le peuple, rassemblé dans la nation, mais l'Union européenne, c'est-à-dire les représentants des classes dominantes.

Ils ne peuvent donc proposer que des programmes compatibles avec le traité de Lisbonne, c'est-à-dire compatibles avec les intérêts des classes dominantes.

Les partis politiques européistes deviennent alors les acteurs d'un théâtre d'ombres, de misérables marionnettes dont les ficelles sont tirées depuis Bruxelles, Francfort, Washington, les sièges des grandes banques et des firmes multinationales.

Il ne faut pas s'étonner, dès lors, de la montée de l'abstention aux élections, et de la progression de l'extrême droite, car les grands partis de droite et de gauche, en France, acceptent cette situation et même la plébiscitent.

De fait, en abandonnant la lutte pour la souveraineté du peuple à l'échelle nationale, ils ne peuvent que proposer des programmes qui, derrière les artifices du maquillage de la rhétorique, contribuent quoi qu'ils en disent à l'asservissement du peuple à l'ordre néolibéral mondial et à son avatar européen : l'Union européenne.

Au total, la presque totalité des partis politiques français veulent interdire au peuple d'exercer sa souveraineté dans le seul espace où c'est possible, l'espace principal de la lutte des classes : la nation.

Pour répondre à la première question : l'Union européenne n'est pas notre maison commune, c'est le système de domination et d'aliénation des peuples le plus sophistiqué au monde.

Ce qui est peut-être le plus difficile et le plus navrant, pour nous, est de combattre la naïveté et les bons sentiments de beaucoup de citoyens à l'égard de « l'Europe ».

Qui, en effet, ne serait pas spontanément, intuitivement, immédiatement, favorable à l'union européenne plutôt qu'à la désunion, à la paix plutôt qu'à la guerre, à des politiques sociales plutôt qu'à des politiques antisociales ?

Et pourtant, au-delà des mots et de la langue de coton utilisée par l'Union européenne pour faire croire à ces histoires écrites pour endormir les enfants, celle-ci est de plus en plus assimilable à la désunion des peuples, à la guerre, au délabrement social.

Il existe en effet une « essence » de cette « construction » européenne, et il nous faut poursuivre nos explications sur cette réalité pour que chaque citoyen s'en pénètre.

L’Union européenne est dotée de caractéristiques fondamentales, d’un caractère propre, surplombant et irrigant ses manifestations concrètes.

Elle possède des forces propulsives internes qui en expliquent les logiques profondes et en indiquent la direction prévisible.

Ce sont les valeurs et les intérêts des classes dominantes occidentales :

- Européisme.
- Atlantisme.
- Capitalisme.
- Autoritarisme.
- Fédéralisme.
- Christianisme, car il faut bien vaporiser un peu d’eau bénite sur tout cela de temps à autre pour tenter de donner un semblant de morale !

L’impulsion initiale pour créer une structure européenne ne vient pas d’Europe mais vient des États-Unis, dès 1942-1943, avec une accélération à partir de 1948.

Le but : reconstruire le capitalisme après la Seconde Guerre mondiale, sous leadership américain pour faire face à l’URSS, en attachant l’Europe aux États-Unis.

Dans ce cadre, pour les dirigeants américains, des formes d’union européenne étaient indispensables pour :

- Acheter la production de masse américaine au moment où il s’agissait de convertir l’industrie de guerre en industrie civile et d’offrir des emplois aux GI’s qui rentraient au pays.
- Aider l’Europe à produire ses propres armements contre l’URSS et le bloc soviétique, les États-Unis d’Amérique ne pouvant tout faire.
- Contrecarrer le communisme intérieur en Europe, particulièrement en France et en Italie.

Voilà ce que dit le pape du néolibéralisme, Friedrich von Hayek, dès 1939 : *« La fédération [européenne] devra posséder le pouvoir négatif d’empêcher les États individuels d’interférer avec l’activité économique ».*

Il ajoute : *« Une fédération signifie qu’aucun des deux niveaux de gouvernement [fédéral et national] ne pourra disposer des moyens d’une planification socialiste de la vie économique ».*

C’est très clair, et c’est le fondement de l’Union européenne, il fallait briser les souverainetés nationales pour empêcher tout risque de socialisme, et même sans aller jusque-là, empêcher tout risque de politiques favorables à l’intérêt des peuples.

Toute l’idéologie européenne s’appuie sur la croyance insensée que l’on peut résoudre les problèmes du monde en établissant un ordre quasi-intégralement marchand.

C’est l’effacement de toute volonté devant le marché total, comme en témoigne le traité de Lisbonne.

Le système européen ne sert qu'à cela : servir le marché et ceux qui en profitent.

Aucune véritable volonté européenne issue des Européens eux-mêmes n'existe et n'a jamais existé pour faire une Europe de nations, indépendante, démocratique et prospère.

Les partisans du système politique appelé aujourd'hui à tort l'Union européenne se plaisent à fixer la date du début de la construction européenne au 9 mai 1950 avec la Déclaration Schuman qui annonçait la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

C'est totalement inexact.

C'est, en effet, le 21 octobre 1949, 7 mois plus tôt, que tout a commencé comme nous le révèlent les archives américaines récemment ouvertes.

Ce jour-là, le secrétaire d'État américain, Dean Acheson, qui vient de remplacer le général Marshall, convoque les ambassadeurs américains en Europe.

Voilà ce qu'il leur dit : *« Par progrès vers l'intégration européenne, j'ai en tête, en tant qu'objectifs et engagements entre Européens, qu'ils décident le plus vite possible du calendrier pour créer des institutions supranationales opérant sur une base qui ne soit pas celle de l'unanimité pour s'occuper de problèmes spécifiques, économiques, sociaux et peut-être autres ».*

Là encore on retrouve la volonté de limiter les souverainetés nationales.

Du coup, il s'adressait personnellement à Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, dans une lettre du 30 novembre 1949 (soit six mois avant la fameuse Déclaration), toujours selon les archives américaines, en lui disant ceci : « Je crois que notre politique en Allemagne, et la mise en place d'un gouvernement allemand capable de prendre sa place dans l'Europe de l'Ouest, repose sur l'hypothèse d'un leadership de votre pays sur ces questions ».

C'est donc le gouvernement américain qui a donné à Robert Schuman et à la France le feu vert pour lancer la CECA, et non les prétendus "pères fondateurs" de l'Europe, vulgaire agent américain comme Jean Monnet ou collaborateur du régime de Vichy comme Robert Schuman lui-même.

Un tel système, chers amis et camarades, ne peut pas changer d'essence.

Il ne peut pas s'améliorer de l'intérieur.

Il faut en sortir et le démanteler.

L'Union européenne, en effet, est un des piliers de l'ordre néolibéral mondial sous contrôle étatsuniens, avec :

- Le FMI.
- La Banque mondiale.
- L'OMC.
- L'OTAN.
- L'OCDE

La lutte contre cet ordre néolibéral passe par la sortie des piliers qui le soutiennent.

Le système de l'Union européenne a pour but de s'affranchir des mécanismes démocratiques au nom de la bonne « gouvernance » économique selon les critères néolibéraux.

Il vise à vider les nations de toute substance et à les remplacer par un appareil postnational et post-étatique régulé par une conception du droit à l'anglo-saxonne faisant disparaître le droit public sous le droit privé, et l'économie remplaçant la démocratie.

Cette évolution est présentée comme une nécessité et même comme une fatalité.

Les élites se complaisent dans ce système qui est fait par elles et pour elles.

L'impuissance supposée des nations et des États est donc entièrement fabriquée, car elle est la condition, pour les élites, de continuer à exercer seules et sans contre-pouvoir les premiers rôles.

Il faut en France, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, et encore ailleurs, annoncer le défaut sur la dette publique et les restructurer, sortir unilatéralement de l'Union européenne et de l'euro, les deux à la fois.

Sortir unilatéralement signifie que des pays, individuellement, en fonction de leur agenda politique et des mobilisations sociales, décident de se libérer et sortent de l'UE et donc de l'euro.

La sortie unilatérale de l'euro et de l'Union européenne, c'est l'avenir, cela va dans le sens de l'histoire.

Il n'y a pas de solution à la crise systémique sans sortir de l'Union européenne et de l'euro.

Une rupture franche et unilatérale est nécessaire. Annoncée à l'avance et constituant un objectif politique émancipateur.

Pour répondre à la seconde question, tout, dans l'expérience grecque, montre que ce pays doit sortir au plus vite, seul, à la fois de l'euro et de l'Union européenne.

Quelques considérations générales sur l'euro avant d'évoquer la situation de la Grèce.

La nécessité impérative de sortir unilatéralement de l'euro, particulièrement pour la Grèce – mais le même raisonnement est valable pour la plupart des pays de la zone, sauf l'Allemagne - se justifie pour les raisons suivantes :

1.- La zone euro n'était pas optimale au moment de sa création, elle l'est encore moins aujourd'hui, les déséquilibres s'aggravent entre pays.

Une zone monétaire « optimale » signifie que plusieurs conditions de réussite sont réunies : accord politique entre les pays sur la politique macroéconomique à suivre, proximité des structures économiques des pays concernés, budget central qui permet des transferts financiers entre pays, mobilité des facteurs de production...

Aucun de ces critères n'était réuni au moment de la création de la zone euro.

Ces déséquilibres se sont aggravés et ont provoqué l'austérité, la montée de l'extrême droite et des tensions politiques croissantes entre pays et peuples.

2.- L'euro est une arme de destruction massive contre l'emploi.

Le cumul de l'interdiction de la limitation des mouvements de capitaux, du principe général de concurrence libre et non faussée et du libre-échange accélère les destructions d'emploi notamment par délocalisations.

L'impossibilité de dévaluer maintient les déficits de la balance commerciale et empêche le retour à l'équilibre.

L'objectif de la politique monétaire étant la lutte contre l'inflation et non le plein-emploi, le système fonctionne pour protéger le rendement des capitaux en maintenant de façon permanente et volontaire un taux élevé de chômage.

Ajoutons que la stratégie des dirigeants allemands, de déflation salariale et de délocalisation de la production dans les pays de l'Est européen, afin de gagner en compétitivité, écrase les autres pays en enfonçant leurs balances commerciales.

L'euro « fort », contrôlé par la classe dominante allemande, interdit le progrès des exportations de presque tous les autres pays dans et hors de la zone euro.

3.- L'euro est un piège pour les salaires.

La pression permanente exercée sur le coût du travail par le principe de concurrence libre et non faussée et le libre-échange, couplée à l'obsession anti-inflationniste des traités européens, et la mainmise des marchés financiers sur les budgets publics éliminant toute politique publique contra-cyclique, empêche le progrès du niveau de vie et du pouvoir d'achat.

4.- Les soubassements théoriques de la création de l'euro sont exposés dans l'article 120 du traité de Lisbonne :

« Les États membres et l'Union agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources... »

On retrouve dans ces termes la théorie de l' « efficience des marchés financiers » qui constitue en effet la justification théorique de la mise en œuvre de l'euro et de la politique monétaire appliquée par la Banque centrale européenne, en conformité avec les traités qui contiennent ses statuts.

Selon cette théorie, rien n'est plus urgent que de développer les marchés financiers et de les faire fonctionner sans « entraves », c'est-à-dire avec le minimum de réglementation.
La raison ?

Ils seraient (contrairement à l'État) le seul mécanisme d' « allocation » efficace du capital.
Autrement dit, ils seraient capables de distinguer les « bons » projets à financer (ceux qui rapportent le plus) en évitant à coup sûr les gaspillages de ressources financières.

Toutes les politiques menées par l'Union européenne reposent sur cette affirmation, que toute la réalité des processus économiques concrets et les crises de ces dernières années viennent contredire.

À vrai dire il ne s'agit pas d'une affirmation scientifique, mais d'un dogme fait pour déconstruire pseudo-théoriquement la pertinence de toute politique économique, vieille comme le libéralisme économique.

C'est pourquoi la « libéralisation » des marchés de capitaux a été organisée dans l'Union européenne afin de construire un marché financier mondialement intégré et libre de toute entrave étatique, et donc politique.

Les élites europiomanes persistent à croire – en réalité elles font semblant de croire –, malgré les crises à répétition, que les marchés financiers sont toujours le seul mécanisme efficace d'allocation du capital.

Inutile d'aller chercher ailleurs une réponse simple à la cause de leur aveuglement ou de leur duplicité : pour elles, les marchés financiers ont la primauté absolue sur toutes les autres politiques, notamment sociales.

Tel est leur crédo.

Les traités, en interdisant aux banques centrales de prêter directement aux États les ont livré, en toute connaissance de cause, aux marchés financiers.

Du coup la zone euro attire la spéculation, l'euro étant devenu la variable d'ajustement du système monétaire international : c'est la monnaie dont on se débarrasse en fonction de la conjoncture.

Conséquence : une volatilité accrue de l'euro qui perturbe les agents économiques.

La situation en Grèce après 6 ans d'expérience

On peut faire deux constats :

Premier constat : aucun des objectifs annoncés par l'Union européenne n'a été atteint, c'est un échec total et une catastrophe pour le peuple grec.
Alors qu'ils étaient censés aboutir à l'inverse, les plans dits « de sauvetage » ont plongé la Grèce dans récession entre 2007 et 2014.

- La dette publique est passée de 100% du PIB en 2008, à 177% en 2015, alors que les mesures prises par les autorités de l'Union européenne visaient à diminuer cette dette publique.
- Pendant la même période le PIB a baissé de 25%.
- Entre 2009 et 2013 l'investissement a baissé de 23%.

- Le taux de chômage officiel est passé de 7,3% de la population en 2008 à 27,9% en 2013.
- 1 jeune sur 2 est sans emploi.
- Le taux de pauvreté est de 26% pour une moyenne de 16% dans l'UE.
- Depuis l'adoption des mémorandums les retraites ont chuté d'environ 40%, 2/3 des pensionnés sont sous le seuil de pauvreté.
- On compte 500 000 personnes sans domicile fixe ou vivant dans un logement insalubre.
- Les salaires ont baissé de 37%.
- Les pensions ont été réduites de 48%.
- Le nombre de fonctionnaires d'Etat a baissé de 30%.
- Les dépenses de consommation ont baissé de 33%.
- Le travail illégal est monté à 34%.
- Les créances douteuses des banques (crédits) représentent 40% de la valeur des prêts qu'elles accordent.
- Les jeunes qualifiés quittent la Grèce.
- La pauvreté, la faim, les coupures d'électricité et de gaz ressemblent à une situation de guerre.
- Les 16% de PIB consacrés aux pensions ne correspondent pas à une hausse des pensions, mais à la baisse du PIB.

Les mesures prises dans le cadre des « plans de sauvetage » ont gravement affecté les conditions de vie du peuple et violé les droits humains.

Deuxième constat : cet échec n'en est pas un, c'est au contraire un grand succès pour les oligarques européens qui sont parvenus à dégager les banques privées, principalement françaises et allemandes, des titres de la dette publique grecque qu'ils possédaient, sans perte de valeur et même avec profit.

Les prêts à la Grèce ne visaient pas aider la Grèce pour se développer, mais à rembourser les banques privées occidentales, essentiellement françaises et allemandes.

Les nouvelles dettes suscitées par les prêts accordés à la Grèce n'étaient là que pour rembourser les anciennes, pas pour développer l'économie grecque.

Les oligarques de Bruxelles, Washington et Francfort sont des escrocs. Ils ont fait semblant de confondre, en Grèce, crise de liquidité et crise de solvabilité.

Une crise de liquidité se produit lorsqu'un État ne parvient pas à trouver des financements abordables sur les marchés financiers pour honorer ses engagements, autrement dit pour rembourser ses dettes, alors que sa richesse lui permettrait de rembourser. C'est une crise transitoire.

Une crise de solvabilité est beaucoup plus grave, elle correspond à une situation où le pays ne peut plus rembourser ses dettes avec ses capacités de financement futures.

Il ne sert donc à rien de lui prêter puisqu'il ne pourra pas rembourser ses prêts.

La solution est alors la mise en place de politiques économiques structurelles.

En 2008-2009, la Grèce souffrait d'une crise de solvabilité budgétaire, sa dette publique est passée de 110 à 170% du PIB entre 2007 et 2010.

Elle souffrait aussi d’une crise de solvabilité extérieure puisque sa dette externe atteignait 100% du PIB en 2015.

Il fallait, à l’époque, faire ce diagnostic, restructurer massivement les dettes et agir sur l’économie.

De surcroît, la Grèce était en déficit commercial en 2008 (-14,5% du PIB).

Si le pays est revenu à l’excédent commercial en 2015 (+3% prévus), ce n’est pas par une augmentation des exportations mais par un écroulement des importations dû à l’écroulement du PIB (-25%) et de la consommation (-33%).

Les conclusions de l’audit sur la dette publique grecque qui viennent d’être rendues publiques sont très intéressantes

Le 17 mars 2015, a été créée par le Parlement grec la « Commission pour la vérité sur la dette publique grecque », chargée de faire un audit.

Le 18 juin 2015, les premières conclusions ont été rendues publiques.

Ce qui est invraisemblable, c’est que personne jusqu’à présent n’avait cherché à comprendre les causes détaillées de la dette grecque, comme si ce phénomène était définitivement admis.

On apprend les choses suivantes :

Le premier plan « d’aide » a été octroyé sous des prétextes mensongers.

En 2009, le gouvernement socialiste (PASOK) de George Papandréou a falsifié les données statistiques du pays. Les déficits ont été gonflés pour persuader l’opinion publique qu’il fallait accepter un « sauvetage » comportant des mesures drastiques d’austérité. En outre, pour ne prendre qu’un exemple, des achats d’armes ont été effectués sans facture, permettant aux entreprises concernées d’échapper à l’impôt.

Le premier accord de prêt en 2010 visait en réalité à sauver les banques privées grecques et européennes et à réduire leur exposition aux titres publics grecs.

Depuis le début les créanciers savaient que la dette grecque était insoutenable.

Une croissance « soutenable » doit répondre aux besoins du présent sans compromettre les chances des générations futures.

La Grèce, dans le cadre de l’euro et des contraintes fixées par le traité de Lisbonne, ne pourra pas se doter d’une industrie ni d’une agriculture capables de répondre aux besoins du pays, et encore moins d’exporter.

Seules quelques niches comme le tourisme peuvent ralentir la chute.

Il n’est pas possible d’avoir, dans la zone euro, des pays de niveaux de revenus trop différents.

Quand elle entre dans l’euro, la Grèce a un niveau de revenu annuel par habitant de 15 000 euros, contre 27 000 pour l’Allemagne.

Cela ne pose pas de problème si les salaires réels ne progressent pas plus vite que les gains de productivité, sinon la compétitivité et la balance commerciale se dégradent.

Or, jusqu'en 2010, le salaire réel a augmenté plus vite que la productivité en Grèce. Là aussi c'est possible pendant un moment, si la dévaluation permet le retour à l'équilibre.

Mais elle est impossible avec une monnaie unique, l'euro écrase donc structurellement les salaires en Grèce et détériore sa balance commerciale.

Depuis le début des années 1980, l'accroissement de la dette publique grecque n'est absolument pas le résultat de dépenses publiques excessives

Celles-ci sont restées plus faibles que les dépenses publiques d'autres pays de la zone euro.

La dette provient pour l'essentiel du paiement aux créanciers de taux d'intérêts extrêmement élevés, de dépenses militaires énormes, d'un manque à gagner fiscal dû à la fuite illicite de capitaux, du coût de la recapitalisation des banques privées par l'Etat, des dysfonctionnements de la zone euro.

Seuls 10% des prêts octroyés ont servi aux dépenses courantes du gouvernement.

- Les grands médias ont dissimulé la vérité au public.
- Le FMI savait très bien les conséquences des politiques d'austérité.

C'est indiqué sur un document classé « secret », daté du 25 mars 2010, qui explique que les mesures imposées à la Grèce ne permettront pas de développer l'économie, ni de revenir à moyen terme emprunter sur les marchés financiers.

Le gouvernement grec dispose de moyens légaux pour s'opposer à la strangulation dont il est victime.

Un État souverain dispose d'éléments de droit pour répudier ou suspendre le paiement de sa dette :

- La preuve faite de la mauvaise foi manifeste de ses créanciers.
- La primauté des droits humains sur toute autre considération.
- La coercition dont il a été victime.
- Les clauses abusives violant la souveraineté grecque.
- L'état de nécessité qui permet à un État de faire face à une situation exceptionnelle et de sauvegarder ses intérêts essentiels menacés par un péril grave et imminent.
- La possibilité de réagir à des actes illégaux.
- Le droit de se déclarer unilatéralement insolvable.

Des solutions immédiates existent, j'en propose 4.

1. Suspension du paiement de la dette, sans parler de défaut.

   Ce serait un moratoire déclaré unilatéralement.

2. Paiement des fonctionnaires et des fournisseurs de l'État avec des reconnaissances de dette acceptées pour payer les impôts et aussi les achats, parallèlement à l'euro.

   Cette technique a été utilisée en Argentine en 2001 et en Californie en 2009 et 2010.
   On les appelait les IOU (I Owe You – « Je vous dois »), ayant la même parité que l'euro et convertibles avec lui.
   Cela permettrait de faire face à une situation d'urgence.

3. Contrôle des mouvements de capitaux (exemple de Chypre en 2013).

4. Conversion du bilan des banques grecques en drachmes, sans sortir de l'euro.

   La Banque centrale de Grèce financerait alors ces banques dans la nouvelle monnaie.

Toutes les dettes privées et publiques soumises au droit grec, ainsi que les salaires, loyers et prix dans le commerce seraient également convertis.

Conclusion

Il faut savoir que le FMI a fait 2,5 milliards d'euros de bénéfices sur ses prêts à la Grèce. Il a prêté à la Grèce au taux de 3,6%.

L'UE est le pire ennemi des peuples.

La Grèce n'est pas en mesure de rembourser sa dette sans nuire gravement à sa capacité de remplir ses obligations les plus élémentaires en matière de droits humains.

La dette publique est un instrument de subordination des peuples, s'en libérer c'est retrouver sa liberté.

Annuler le paiement de sa dette n'est pas une preuve de faiblesse.
Au contraire, le rapport de force s'inverse instantanément.
Ce sont les créanciers qui sont étranglés !

Je vous remercie !

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire